

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

11e CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES DU RHONE (ARLES - CHATEAURENARD - ISTRES)



Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

candidature

Charles PRIVAT

Député sortant - Maire d'Arles

Conseiller Général — Délégué de la France au Conseil de l'Europe
Chevalier de la Légion d'Honneur



suppléant

Alexis CROUZET

Agriculteur

Ancien Adjoint au Maire de Châteaurenard — Président de la Coopérative Agricole — Président de la Caisse Locale de Crédit Agricole de Châteaurenard
Vice-Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de Terre de primeur, Chevalier du Mérite Agricole et du Mérite Social

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 Mars prochain vous devrez mettre dans l'urne un bulletin désignant votre Député. Ce simple geste aura une très grande importance. Oh, je sais bien que pour chaque élection les candidats qui sollicitent vos suffrages vous disent que votre vote est important. Mais ils vous le disent parce que c'est toujours vrai, tant il est évident que pour conserver ses droits il faut d'abord les exercer. Mais cette fois LA DECISION QUI SORTIRA DES URNES SERA BIEN PLUS IMPORTANTE qu'elle ne l'a jamais été depuis 8 ans car il s'agit en fait, ou d'établir une démocratie efficace dans ce Pays et de rendre la France au peuple, ou de perpétuer ce pouvoir personnel, cette monocratie que permet une majorité inconditionnelle toujours prête à obéir aux ordres qu'elle reçoit.

En accord avec mes amis de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et de très nombreux élus de la Circonscription, Conseillers Généraux, Maires et Conseillers Municipaux, j'ai l'honneur de vous demander de me renouveler votre confiance.

Depuis 19 ans je dirige la Mairie d'Arles à la tête d'une Municipalité d'Union Républicaine, depuis 18 ans je suis Conseiller Général, depuis 8 ans je suis votre Député : c'est dire que je connais bien les problèmes de notre région provençale (aménagement du Golfe de Fos et industrialisation de notre Région, liaison Mer du Nord - Méditerranée, assainissement de la région comprise entre la Durance et la Mer, etc...) pour participer activement et à tous les échelons à leur discussion, à leur élaboration ou à leur contestation. Depuis 4 ans je suis également Délégué de la France au Conseil de l'Europe où j'ai été désigné comme Vice-Président de la Commission de l'Agriculture. C'est dire aussi que vous avez pu constater que j'étais le Député de tous, comme je suis à Arles depuis près de 20 ans le Maire de tous. Vous savez que par mes visites fréquentes dans chacune de vos communes, je garde un contact étroit avec vous-mêmes pour vos problèmes particuliers, avec vos Municipalités ou vos Organisations Syndicales ou Professionnelles pour vos problèmes collectifs. Chaque fois que je l'ai pu je suis venu en aide à tous ceux qui ont demandé mon appui sans me soucier de leurs opinions politiques ou religieuses.

A l'Assemblée Nationale, membre du Groupe Socialiste, j'ai combattu la politique gouvernementale qui nous est imposée depuis 8 ans et demandé que l'action de notre Pays soit orientée vers un véritable progrès social et économique.

Depuis 8 ans, avec mes amis, je n'ai pas cessé de réclamer une réforme fiscale qui supprimerait l'inégalité actuelle des français devant l'impôt ; je n'ai pas cessé non plus de demander que l'Education Nationale devienne la priorité des priorités, que la politique agricole soit enfin faite pour les agriculteurs et que soient abandonnées les dangereuses et inutiles dépenses de la «force de frappe». Je ne puis admettre non plus qu'on ait réduit les droits des Anciens Combattants et qu'on ait refusé aux rapatriés le droit à l'indemnisation qui leur aurait permis de se réinsérer dans le circuit économique et que le Pouvoir n'ait pas voulu leur accorder cette amnistie totale par laquelle passe la réconciliation de tous les Français.

Sur le plan extérieur nous partageons, mes amis et moi, le sentiment que l'attitude du Pouvoir actuel, vis à vis de l'Europe et du Marché Commun est une attitude rétrograde, empreinte d'un nationalisme dépassé et peut-être dangereux. Construire l'Europe est pour nous un impératif catégorique.

Nous souhaitons aussi, comme tous les hommes de bonne volonté, la paix dans le monde et particulièrement au Vietnam par des négociations, un arbitrage international et le désarmement général et contrôlé.

Mon suppléant est mon ami, Alexis CROUZET, Ancien Adjoint au Maire de Châteaurenard. C'est un républicain solide, un démocrate convaincu. Agriculteur, Président de la Coopérative Agricole de Châteaurenard, Président de la Caisse de Crédit Agricole, Vice-Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de Terre, il est connu et estimé dans toute notre région. L'équipe que nous constituons donne la preuve que la volonté d'union qui anime tous les démocrates n'est pas une alliance temporaire mais l'affirmation d'une nécessité inéluctable pour tous ceux qui veulent redonner la République au peuple et la Démocratie à la France.

Electrices, électeurs, nous vous demandons, en conséquence, de bien vouloir nous accorder vos suffrages.

Vous nous connaissez, nous vivons au milieu de vous, vous savez quelle est notre action.

Avec vous, avec tous vos élus, et parce que nous avons les mêmes soucis et les mêmes espoirs, nous revendiquons de vous l'honneur de continuer de mettre à votre service, ce que nous pouvons avoir de qualités et de volonté pour le Pays d'Arles, pour la Provence, pour la République, pour la France.

Charles PRIVAT

NOTRE PROGRAMME D'ACTION

C'est évidemment celui de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste publié le 14 juillet 1966.

Seul, un contrat simple et loyal entre le peuple et ses élus donnera vie et force aux institutions républicaines.

Ce Contrat, très résumé, le voici :

— I. - IL NOUS FAUT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET STABLES : pour cela nous devons éliminer les abus du Pouvoir Personnel tout en assurant la stabilité et la continuité du Pouvoir par l'établissement d'un contrat de législature entre le Gouvernement et l'Assemblée Nationale. Il nous faudra aussi renforcer les garanties des libertés individuelles et publiques.

— II. - NOUS DEVRONS RETABLIR UNE SOCIÉTÉ DE CITOYENS LIBRES par :

- l'indépendance de la justice,
- le droit à l'information (radio et télévision)
- le libre exercice des libertés syndicales.

— III. - SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET FINANCIER, il nous faudra exiger une *planification démocratique* par la consultation des intéressés, préalablement à toute décision parlementaire ou gouvernementale. Nous penserons en permanence que tous les problèmes économiques, qu'il s'agisse d'aménagement du territoire, de politique agricole, de décentralisation, de reconversion sont en dernière analyse, des problèmes humains ; toute réforme dans ce domaine, si elle doit avoir pour but d'accroître notre potentiel économique, ne peut être poursuivie ou réalisée que si les intérêts des hommes, ouvriers, agriculteurs, fonctionnaires, artisans, commerçants sont sauvegardés. En particulier nous nous devons de défendre l'exploitation familiale agricole contre les exigences technocratiques qui souhaitent leur disparition.

Nous exigerons une réforme fiscale qui supprime l'injustice actuelle des Français devant l'impôt, puisque le pouvoir gaulliste a allégé les charges des capitalistes ou des sociétés, tout en aggravant celles des petits contribuables qui ont fait les frais de toutes les « manipulations fiscales » votées par une majorité aux ordres !

— IV. - Il ne saurait y avoir de démocratie sans JUSTICE SOCIALE ; la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste ne peut concevoir une politique économique sans finalité sociale. Son objectif est de répartir plus équitablement les richesses nationales et de donner à chaque français l'égalité des chances et des moyens.

Pour cela nous garantirons le DROIT AU TRAVAIL et supprimerons le chômage voulu par le régime gaulliste qui s'en sert pour stabiliser les prix et « mater » les travailleurs. Nous ferons en sorte que le pouvoir d'achat

des familles soit augmenté ainsi que l'aide indispensable à apporter aux personnes âgées et aux victimes de la guerre.

Nous établirons aussi LE DROIT AU LOGEMENT (construction accrue de logements sociaux) qui viendra s'ajouter à ceux que la gauche a établis chaque fois qu'elle a été au Pouvoir : droit à l'enseignement en 1924, droit au loisir en 1936, droit à la santé en 1946, droit à la vieillesse en 1956.

Enfin la justice sociale ne saurait se concevoir aujourd'hui sans PROMOTION DE LA FEMME.

Cette promotion de la femme devra être envisagée aussi bien sous l'angle de la promotion personnelle par la reconnaissance de sa dignité en tant que telle (abrogation de la loi de 1920) que sous celui de la promotion professionnelle (à travail égal, salaire égal).

— V. - SUR LE PLAN MILITAIRE nous devons RENONCER A LA FORCE DE FRAPPE NATIONALE, expression du nationalisme gaulliste et qui est condamnable aussi bien sur le plan moral et financier que sur le plan politique.

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste au pouvoir reconvertira, pour la paix, en les affectant aux équipements civils tels que logements, écoles, hôpitaux, téléphone, les moyens affectés à l'armement atomique.

— VI. - En même temps elle recherchera LA CONSTRUCTION INLASSABLE DE LA PAIX par l'arbitrage international, le désarmement (non dissémination des armes nucléaires) et la sécurité collective, elle accélérera le DEVELOPPEMENT DE L'EUROPE des peuples (participation de l'Angleterre au marché commun) et l'ouverture vers les Pays de l'Est (coexistence pacifique) et ceux du tiers monde, sans pour autant sacrifier la base de notre sécurité qui est la fidélité à nos alliances traditionnelles.

— VII. - Et comme nous nous y sommes engagés, nous donnerons A L'EDUCATION NATIONALE, DANS LE RESPECT DE LA LAICITE, LA PRIORITE DES PRIORITES que lui a refusée le Pouvoir Gaulliste. Il nous faudra construire immédiatement les écoles maternelles et primaires, les lycées et les facultés qui nous manquent. Nous devons moderniser et DEMOCRATISER l'enseignement en donnant à chaque enfant des chances égales, en offrant à tous des moyens identiques.

La recherche scientifique et technique qui constitue l'instrument le plus puissant de la libération de l'homme devra retrouver sa place par l'augmentation substantielle des crédits dont elle a besoin.

En résumé nous combattons une politique faite pour le plus grand profit des banques d'affaires et des grandes sociétés capitalistes.

Nous réclamons une politique de progrès social au service du peuple.

Pour la paix, le progrès et la justice sociale par la démocratie et la construction de l'Europe, votez pour Charles PRIVAT et Alexis CROUZET.

Alexis CROUZET

Agriculteur, ancien Adjoint au Maire de Châteaurenard, Alexis CROUZET est né le 27 février 1910 à Saint Rémy de Provence.

Son père était de Rognonas, sa mère de Fontvielle et il s'est marié à une châteaurenardaise dont il a eu deux fils aujourd'hui établis comme agriculteurs, l'un aux Paluds de Noves, l'autre à Châteaurenard. L'action d'Alexis CROUZET en faveur des agriculteurs de toute la Provence est telle qu'il est aujourd'hui Président de la Coopérative Agricole de Châteaurenard, Président de la Caisse Locale et Cantonale du Crédit Agricole de Châteaurenard, et aussi Vice-Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de Terre de primeur ; il représente enfin dans de nombreuses Commissions, au Ministère de l'Agriculture, les cultivateurs.

A ce titre d'ailleurs la Croix de Chevalier du Mérite Agricole et celle de Chevalier du Mérite Social lui ont été attribuées pour son inlassable dévouement et sa compétence.

Alexis CROUZET a été élu dès 1945 Conseiller Municipal de Châteaurenard, et il était désigné comme adjoint en 1947, poste de responsabilité qu'il a gardé jusqu'en 1965. C'est une personnalité agricole particulièrement connue et estimée de tous. Son dévouement, sa probité, sa compétence sont reconnus par l'ensemble de ses concitoyens.

L'équipe que constituent Charles PRIVAT et Alexis CROUZET représente parfaitement la physionomie de notre Circonscription qui est, et citadine et rurale. Leur association ne peut être que bénéfique pour l'ensemble des hommes de ce Pays d'Arles, et la volonté d'union et de travail qui les anime sera comprise par tous les démocrates qui veulent redonner la République aux citoyens et la Démocratie au Pays.